



Notes

1) La France d'outre-mer en 2009

OM fçs à la fois divers et semblable.

au delà de la différenc^o Cte des statuts, il peine encore à relever le défi du dév^t éco et social.

2) 2 / Des statuts de plus en plus différenciés

florilège d'astuces déployés par les acteurs ruraux

l'esprit d'initiative ne manque pas dans les campagnes russes

3) 1970's X^o statuts particuliers

ex de Mayotte en 1976, en plus de ceux déjà existant comme TAAF

4) vers des statuts sur mesure

"les D et R OM" (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion) ;

- "les COM" (Mayotte*, Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna).

* Suite au référendum du 29 mars 2009, la collectivité de Mayotte devrait prochainement devenir un département et une région d'outre-mer régie par l'article 73 de la Constitution.

à l'écart de cette classif^o 2 terr particuliers : Nvllle-Calédonie (collectivité sui generis, statut sur la base de l'Accord de Nouméa de 1998) & TAAF (particularité de ne compter aucune population permanente)

5) 3 / Undéveloppement encore fragile

ds environs r^{gx}, OM relative prospérité ° PIB/hab, IDH ou E^o

apparaissent à leurs voisins comme des « espaces opulents » (Gay)

6) prospérité largt due aux trèsimp^ts aides OM destinataire

X^o hypermarchés factice, car repose presque entièrt / transferts de l'Etat et de l'UE s/s forme d'aides diverses, de prest^o sociales ou de salaires artificieilt élevés.

7) stratégie éco lgtps fondée sur la seulecompens^o des handicaps liés à la distanceet à l'insularité.

cette logique n'a cpdt pas suffi à faire émerger des secteurs à forte valeur ajoutée dans les OM

8) maj des échanges comm auj encore ac métropole ; faiblesse du taux decouverture des import^o par les export^o d'où déséquilibre des échanges

métropole représente 50 % à 60 % des échanges ext des DOM

9) étroitesse des marchés locaux effets contradictoires

peut, soit favoriser certaines E par le biais du dév d'1 clientèle captive,

soit handicaper celles-ci compte tenu du manque de débouchés.

10) 1 nbre réduit de secteurs économiques : agri / tourisme / bâtiment / secteurs ind spécifiques

– agri incontournable, notamment DOM & caractérisée par 1 gde spécial^o des P^o

– tourisme 1 une source déterminante d'activités ds Antilles & Réunion, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie

– secteur du bâtiment dynamisme car mise en place de dispositifs de défiscal^o

en complément, rappeler le poids prépondérant de secteurs éco spécifiques comme le nickel en Nvllle-Calédonie ou l'ind spatiale en Guyane.

Centre spatial guyanais, installé dans les années 1960 à Kourou, constitue un pôle de haute technologie dans ce département d'Amérique.

11) des difficultés sociales

persistance de ces déséquilibres écon effet direct sur les cond° de vie des pop° OM

12) niveau de vie < mais > à leur environn rgl

PIB DOM ts < à 75 % de la moyenne des PIB / hab de l'UE

13) chômage

très élevé, 36 % pop° active ds DOM

proportions imptes de bénéficiaires du RMI

14) dégrad° pvr achat sujet très sensible

car pâtissent de revenus + bas et de prix + élevés qu'en métropole.

15) financts publics massifs de lamétropole et de l'UE

DOM rgns d'objectif 1 : fonds structurels pr période 2000-2006 3,4 MM d'euros (soit 300 €/habitant/an).

S'y ajoutent, sur la même période, les crédits des contrats de plan Etat/rgn

16) défisc°

aide fiscale à l'invest qui abaisse le coût du capital et se substitue de facto à 1 pol de subvent°

17) impôt protecteur qui soutient l'activité économique ds DOM

différentiel de tax° permet de soutenir spécifiq des secteurs exposés à la concurrence ext

18) éloign terres # métropole

Antilles à 6 800 km de Paris, Nouvelle-Calédonie à 19 000 km

19) éloign partenaires éco imptsles plus «proches»

Papeete (Polynésie) à 6 200 km des USA et 8 800 km du Japon.

20) insularité

except° Guyane

mais si seule rég° continentale d'OM, enclavement d'une autre manière

21) grand émiett

Polynésie fcse + d'1 centaine d'îles, composant 5 archipels et dispersées sur 2,5 millions de km².

22) héritage système éco colonialdit «de l'Exclusif»

monopole comm à la métropole, cette dernière reste le + svt 1er partenaire comm, surtt ds les DOM.

23) droit d'exploit° ressources (parexemple halieutiques) dc 1 source derichesse

loi du 16 juillet 1976 et la Convent° de Montego Bay du 10 décembre 1982 sur le droit de la mer.

zone éco pvt s'étendre d limite eaux terr j 188 milles marins au-delà de cette limite

droits souverains ° explor° et exploi° ress nat

24) des climats diff et des risquesnat impts

zones tropicales ou équatoriales / climats froids rigoureux

25) expos° risques nat, cycloniques, sismiques ou volcaniques

cata majeures témoignent de la réalité de ce risque :

- érupt° Montagne Pelée (Martinique) le 8 mai 1902 ac 28 000 morts
- ouragan sur la Guadeloupe en 1928 ac 1 200 morts.

26) 1 démo dynamique et 1 urb° Cte

Gay souligne «l'explos° démo et urbaine» ds sociétés ultramarines.

27) Cce spectaculaire

en un siècle < 600 000 personnes à

> 2,4 M° auj

28) explos° urbaine surtt focalisée sur ville paleau détrimnt à la fois villes 2res & zones rurales ; pol° très forte et Cte chef-lieu /territoire environnant

except° Guadeloupe où Pointe-à-Pitre n'est pas la préfecture

29) vaste mvt migratoire développé dDOM vers métropole, surtt ap 2GM

manque de débouchés professionnels ; aide install° en métropole ac BUMIDOM (Bureau pr le dévt des mig° intéressant les DOM), devenu Agence nationale pr l'insert° et la promot° des Weurs d'OM (ANT).

30) 1 forte immig°

en particulier à Mayotte, en Guyane mais également à la Réunion

Camp de Charvein, en Guyane, accueillant les réfugiés du Surinam

31) extravers° éco héritée & pérennisée par les élites locales.

empêché l'appar° de processus locaux d'entraînement

32) au fondt d'1 économié dépendante, pcpe Exclusif ou Pacte colonial

prop terriens époque coloniale appelés Gros-Blancs, Grands-Blancs ou Békés

auj des acteurs éco de 1er plan

cf gest° hypermarchés reconvers° capitaux

33) lourd passé traite & esclavage

abol° décret 27/04/1848

34) svt intérêt médias métropolitains qu'en cas de cata nat ou de crise

actualité ultramarine mvts sociaux ds Antilles et Réunion fin 2008 et début 2009.

35) spécificités ignorées gd public

3 rois règnent à Wallis-et-Futuna

36) + que évol° statutaires, pax défis éco et sociaux à relever ; dévt fragile, malgré de très impts financts publics, qui apportent 1 prospérité relative.

évol° statutaires (dispar° vieille distinct° DOM/TOM en 2003 et marche de Mayotte vers la dpt° en 2009)